

d'agir
façons

1001

1001

**raisons
de végétaliser
votre
alimentation**



Nous avons pris l'habitude d'organiser nos repas autour d'un morceau de viande ou de poisson, accompagné d'une garniture végétale : légumes, pommes de terre, riz, pâtes. Cette généralisation est récente, puisqu'elle date seulement de la seconde moitié du XXe siècle. Il n'y a pas si longtemps, la viande n'était présente au mieux qu'au repas principal de la journée et même, dans la plupart des familles, seulement le dimanche et à des occasions particulières.

À partir des années 60, la sélection génétique de races de plus en plus productives, l'industrialisation de l'élevage et de fortes subventions versées aux éleveurs ont permis la baisse du prix relatif de la viande. En raison de ces profonds changements et de l'augmentation du niveau de vie, la viande est désormais consommée pour ainsi dire à chaque repas. La consommation des autres produits d'origine animale a connu la même croissance : celle de poissons, par exemple, a explosé en raison de la progression constante des techniques de pêche et de l'aquaculture.

Les conséquences en sont aujourd'hui lourdes pour les animaux, les êtres humains et l'environnement. Pour ces raisons, il est urgent que des politiques soient mises en place pour faire baisser la production et la consommation de produits d'origine animale. Il est également urgent que chacun fasse à son échelle des choix responsables en réduisant sa consommation de produits animaux ou, mieux encore, en optant pour une alimentation végétale.



Introduction	. 3
Sommaire	. 4
Toujours plus de produits animaux	. 5
La France en tête de la consommation	. 7
Souffrances animales	. 8
Sous-alimentation et gaspillage des ressources	11
L'eau en péril	13
Climat : la solution passe aussi par l'assiette	15
Pourquoi le changement climatique est-il si inquiétant ?	16
Une question de santé publique	17
Les aides publiques	19

Références bibliographiques : les sources des données et leurs références sont disponibles sur le site viande.info. **Publié en mars 2017.**

Imprimeur : Déklic Graphique

TOUJOURS PLUS DE PRODUITS ANIMAUX

Viande, poisson, œufs, produits laitiers : depuis la seconde moitié du XXe siècle, nous assistons à une véritable explosion de la production et de la consommation de produits animaux.

À partir des années 50, les productions mondiales de viande et des pêcheries ont quintuplé. Si les prises de pêche plafonnent désormais, en raison de « l'épuisement des ressources » (c'est-à-dire de la raréfaction des poissons, massacrés par centaines de milliards), la croissance de la production de viande, lait et œufs se poursuit à un rythme effréné.

La consommation de viande par habitant dans le monde est en moyenne de 42,9 kg/hab, avec de grandes disparités selon les régions du monde.

Un Chinois moyen consomme par exemple aujourd'hui 63 kg de viande par an, contre 13 kg en 1982. Pour des raisons environnementales et de santé publique, des mesures officielles viennent d'être prises afin de ramener cette consommation entre 14 et 27 kg par an. S'ils consomment 28 % de la viande mondiale, dont la moitié de celle de porc, **les Chinois sont pourtant devancés par de nombreux pays, comme l'Australie (93 kg), les États-Unis (91,1 kg), Israël (86 kg) et la France (86,3 kg).** Après une très forte augmentation, la consommation est en baisse au sein de l'Union européenne à 15 membres : après avoir atteint son maximum en 2001 avec 89,3 kg, elle est descendue en 2013 à 83,2 kg, ce qui reste énorme.

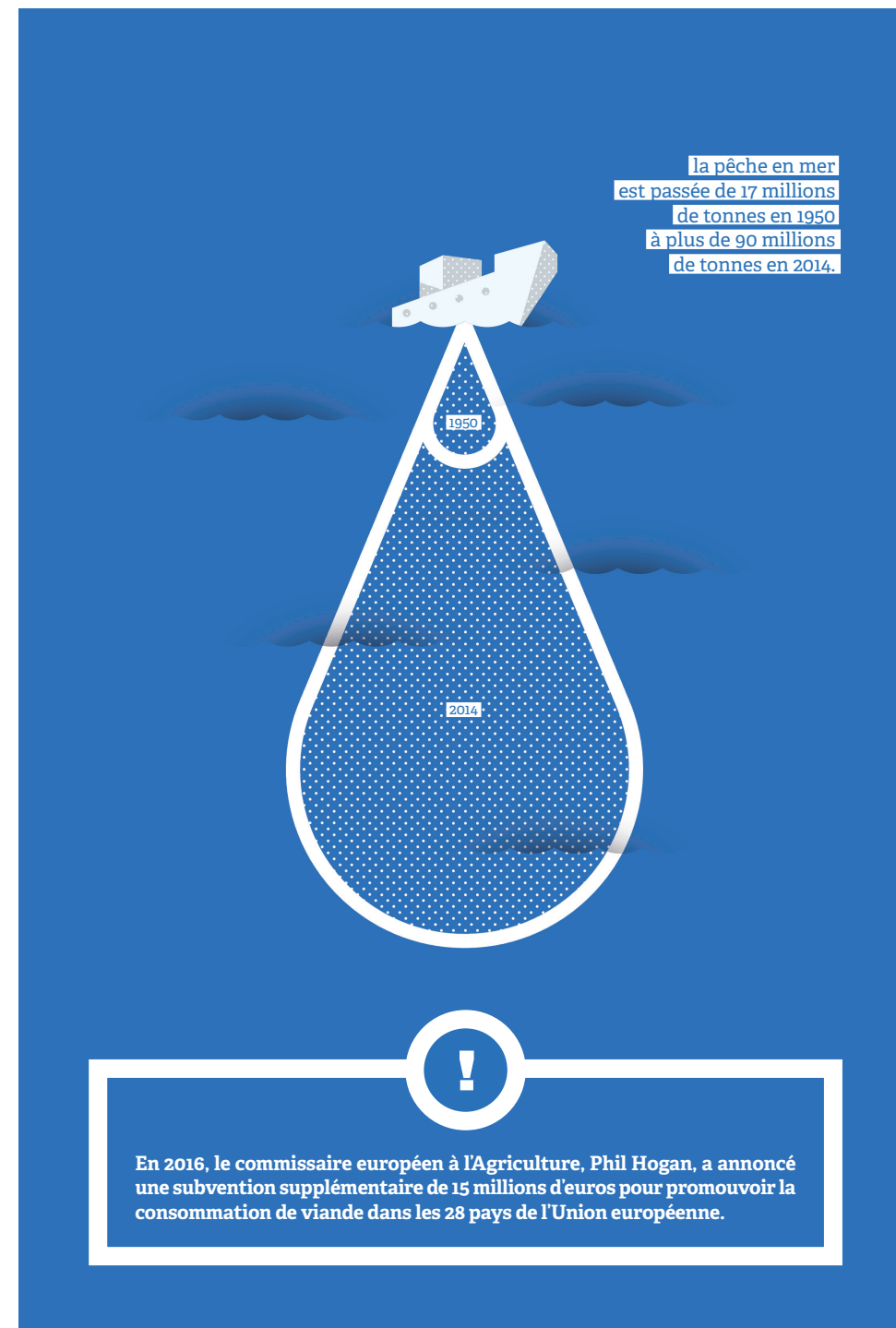
L'aquaculture, dont la production était néglig-

able en 1950, fournit aujourd'hui près de la moitié des poissons destinés à la consommation humaine et représente une source importante de pollution. Une part croissante de la consommation de poissons des pays développés est couverte par des importations en provenance des pays en développement. Des poissons pêchés dans le monde entier affluent dans les pays du Nord pour compenser le déclin démographique des animaux aquatiques de nos eaux côtières.

L'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO, 2016) estime qu'entre 1950 et 2014, la pêche en mer est passée de 17 millions de tonnes à plus de 90 millions de tonnes (hors anchois du Pérou). Ces données ne prennent pas en compte les prises accessoires⁽¹⁾ qui sont pourtant considérables, ni la pêche de subsistance, de loisir, ou illégale.

(1) Poissons, cétacés, oiseaux, tortues et tous les animaux pris involontairement et rejetés morts à la mer.

la pêche en mer est passée de 17 millions de tonnes en 1950 à plus de 90 millions de tonnes en 2014.





LA FRANCE EN TÊTE DE LA CONSOMMATION

La France est l'un des plus gros consommateurs de produits animaux dans le monde.

Entre 1970 et 1990, la consommation annuelle française de viande a progressé de 1,6 % par an, puis, comme dans beaucoup de pays riches, la consommation par habitant s'est stabilisée après ces décennies de forte progression. Depuis quelques années, on enregistre même une légère baisse de la consommation. La France fait partie des pays européens dont les habitants consomment le plus de viande, de beurre, d'œufs, de poissons et de fromage. La proportion de produits d'origine animale dans les assiettes françaises est équivalente à celle des assiettes américaines. La consommation de poissons par habitant y est nettement supérieure à la moyenne des pays développés.

L'alimentation animale est aujourd'hui le principal débouché des céréales françaises : les animaux d'élevage en consomment 11 millions de tonnes par an, ce qui représente 50 % des utilisations en France. Et ce n'est pourtant pas encore suffisant. Pour nourrir son cheptel, la France doit importer massivement de quoi le nourrir : elle est le premier importateur européen de tourteaux de soja, et 22 % du soja exporté par le Brésil lui est destiné (Billon et al., 2009). Elle contribue ainsi à la déforestation en Amérique latine (dont l'Amazonie) et aux problèmes sociaux liés au développement des grandes cultures intensives au détriment des petits paysans et des cultures vivrières.



Viande.info est un site de L214 informant sur la production et la consommation de produits d'origine animale et leurs conséquences.

SOUFFRANCES ANIMALES

Les animaux sont des êtres sensibles, pourtant, chaque jour en France, 3 millions d'animaux terrestres sont brutalement tués dans les abattoirs et environ 50 millions de poissons massacrés.

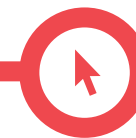
Les victimes directes de notre gargantuesque consommation de produits d'origine animale sont les animaux. 68 milliards d'animaux terrestres sont tués chaque année dans le monde, auxquels s'ajoutent, plus de 1 000 milliards d'animaux aquatiques.

En élevage comme en aquaculture, il est impossible de produire une telle quantité de produits d'origine animale sans entasser les animaux, rendre leurs corps difformes à force de sélections génétiques et les forcer, par des mutilations ou des entraves, à survivre dans des conditions qui sont source de grandes souffrances.

En France, l'écrasante majorité des animaux sont ainsi continuellement enfermés dans des élevages et beaucoup ne voient jamais la lumière du jour. Si les bovins ont encore souvent un accès à

l'extérieur, certains d'entre eux passent leur vie en stabulation, et la « ferme-usine des 1000 vaches » dans la Somme montre bien le cap que l'élevage a pris aujourd'hui.

Certains labels, comme le « bio » ou le Label Rouge, ont un cahier des charges qui permet aux animaux de pouvoir exprimer une gamme plus importante de comportements, mais là aussi ils subissent des mutilations, des séparations forcées et sont envoyés très jeunes à l'abattoir. Avec les niveaux de consommation actuels, il est illusoire d'espérer améliorer de manière conséquente le sort d'un si grand nombre d'animaux, nécessairement confinés dans des espaces restreints et « traités » par un nombre réduit de travailleurs.



Le site de L214 rassemble des dossiers régulièrement mis à jour sur les conditions d'élevage, de transport et d'abattage des animaux, mais également sur l'éthologie, c'est-à-dire l'étude de leur comportement et de leur vie mentale.

Les campagnes de l'association, l'agenda en ligne et d'autres outils au service des actions pour les animaux sont également présents sur ce site. Par ailleurs, Facebook et la lettre d'info de L214 permettent de suivre l'actualité de l'association.





Il est désormais établi que les animaux sont sentients : ils sont conscients, éprouvent des émotions, ressentent plaisir ou souffrance, sont doués de volonté, font preuve de mémoire et d'intelligence. Les manifestations d'altruisme, d'affection et d'empathie entre animaux, même inter-espèces, font de nos jours l'objet d'études éthologiques approfondies. Les animaux ne sont pas des marchandises à notre disposition, mais des êtres uniques et sensibles, nos cohabitants sur cette planète.



82 % des 800 millions de poulets de chair sont élevés sans accès à l'extérieur

68 % des 47 millions de poules pondeuses sont élevées en batterie de cages

99 % des 46 millions de lapins sont élevés en batterie de cages

95 % des 25 millions de cochons sont élevés sur caillebotis en bâtiments clos



SOUS-ALIMENTATION ET GASPILLAGE DES RESSOURCES

Une baisse de la production de viande entraînerait une baisse du cours mondial des denrées végétales, favorisant l'accès des populations à l'alimentation.

La consommation de produits animaux est un des facteurs de la faim dans le monde où pas loin de 800 millions de personnes souffrent, aujourd'hui encore, de sous-alimentation. Si cette situation relève de causes multiples et complexes, il est indéniable qu'elle est directement aggravée par les énormes quantités de denrées hautement nutritives et directement consommables par les humains (légumineuses, céréales) qui sont affectées à l'alimentation des animaux d'élevage.

Un tiers des terres cultivables de la planète est en effet employé à produire la nourriture des animaux d'élevage ou consacré à l'élevage. Pourtant, les animaux sont de piètres convertisseurs d'énergie en alimentation humaine : **ils ingèrent en moyenne 7 kcal pour en restituer une seule sous forme de viande**, ce qui constitue un détournement de production particulièrement inefficace et inéquitable. La production de viande nécessite beaucoup plus de terres agricoles que celle des céréales ou des légumineuses directement destinées à l'alimentation humaine. Pourtant, actuellement, près de 85 % de la production mondiale de soja est destinée à l'alimentation animale.

61 % des « stocks » de poissons pêchés dans le monde sont complètement exploités⁽¹⁾, 29 % sur-exploités⁽²⁾ et 10 % « sous-exploités »⁽³⁾. Les dégâts de la pêche sur la faune sauvage et les écosystèmes dépassent de beaucoup le volume des pois-

sons ramenés au port. Le chalutage en eau profonde endommage gravement les fonds marins. En juillet 2016, l'Europe a décidé d'interdire le chalutage au-delà de 800 mètres de profondeur, mais pour l'instant uniquement dans les eaux européennes. Pourtant, les océans de l'hémisphère nord se vidant de leurs poissons, des navires-usines européens pêchent désormais dans les mers lointaines, notamment dans les eaux de nombreux pays africains.

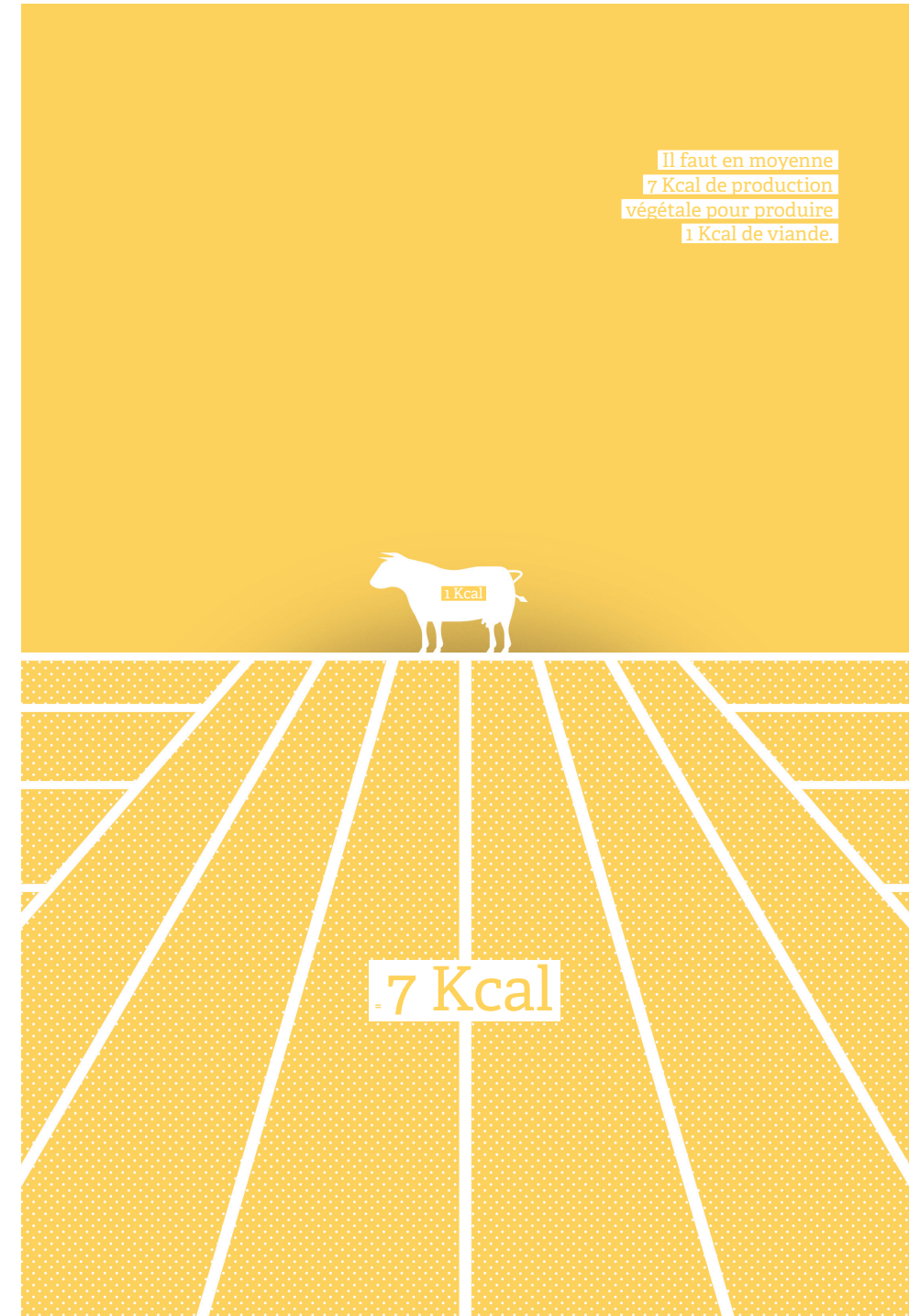
Non seulement l'aquaculture ne remplace pas la pêche, mais elle l'aggrave car les poissons carnivores issus de l'élevage (saumons, bars, daurades, truites, turbots...) sont partiellement nourris avec des poissons pêchés, même si la part de l'alimentation d'origine végétale est en croissance. Et comme on les nourrit de petits poissons, dits « poissons-fourrage », il faut en tuer un grand nombre pour nourrir chaque poisson d'élevage.

(1) Aucun accroissement de production n'est possible.

(2) Les poissons se reproduisent moins vite qu'ils sont pêchés.

(3) Partiellement exploités.

(4) Les tourteaux sont des sous-produits de la production d'huile.



L'EAU EN PÉRIL

Vitale, fragile, l'eau est une ressource naturelle mise en péril par l'ampleur des productions animales.

La FAO estime que nous disposons globalement de **5640 L d'eau par jour et par personne**. Or, environ **5 000 L d'eau sont nécessaires pour produire 1 000 kcal d'aliments d'origine animale, contre 1 000 L si l'origine est végétale**.

En se basant sur la disponibilité alimentaire de 2011 en France (consommation plus gaspillage et pertes), **chaque Français disposait chaque jour de 3 525 kcal dont 1 180 kcal d'origine animale et 2 345 kcal d'origine végétale. 8 245 L d'eau par personne ont donc été nécessaires pour produire cette nourriture**, ce qui est largement supérieur par rapport à l'eau disponible. **Opter pour une alimentation végétale ramène cette quantité à 3 525 L**.

De plus, l'élevage contribue gravement à la dégradation des eaux. Au niveau mondial, la FAO estime, en prenant en compte les différents segments de la chaîne de production, que l'élevage (pisciculture incluse) est la plus grande source sectorielle de polluants de l'eau, principalement par les déchets animaux, les antibiotiques, les hormones, les produits chimiques des tanneries, les sédiments des pâturages érodés, les engrais et les pesticides utilisés pour les cultures fourragères. L'eutrophisation⁽¹⁾ est responsable de la prolifération des algues vertes et de la dégradation des récifs coralliens, phénomène qui tue de nombreux

animaux. L'élevage y contribue de façon directe par les rejets de lisier et indirecte par l'excès d'engrais apporté aux cultures de céréales destinées notamment à nourrir les animaux d'élevage.

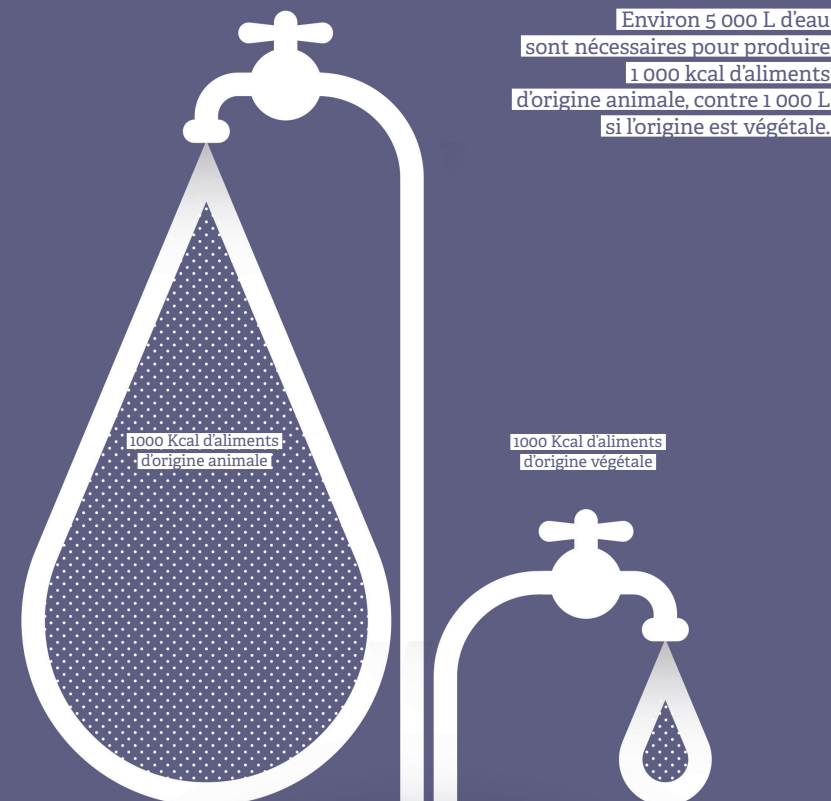
La gestion des déjections animales dans les élevages intensifs provoque le lessivage des nitrates et des agents pathogènes dans la nappe phréatique, ce qui met souvent en péril les réserves d'eau potable.

L'élevage est par ailleurs à l'origine de 64 % des émissions d'ammoniac dans le monde, une des principales causes des pluies acides, qui provoquent notamment le dépérissement forestier. Un rapport de 1999 sur l'état des forêts en Europe indiquait que $\frac{2}{3}$ des forêts sont endommagées et 21,4 % d'entre elles ont subi une défoliation d'au moins 25 %. Les lacs, les fleuves, les ruisseaux et les rivières sont eux aussi altérés par les pluies acides, ce qui provoque la réduction et la disparition d'espèces aquatiques, très sensibles au changement de pH. **La France est le premier pays émetteur d'ammoniac en Europe et ces émissions sont à 97 % d'origine agricole, dont 75 % proviennent des élevages.**

(1) L'eutrophisation est l'accumulation dans l'eau des nitrates, du phosphore et d'autres nutriments.



En mer, les rejets d'une ferme piscicole de moyenne importance produisant 3 120 tonnes de saumon sont équivalents aux rejets d'une ville de 50 000 habitants.



On ne voit pas ce qu'il y a sous la mer, mais les dégâts sont sans précédent et nettement plus importants que ce qu'on peut constater sur les écosystèmes terrestres. [l'exploitation du milieu marin équivaut à une] déforestation quasiment multipliée par cent. (...) Quand des chalutiers arrivent sur les côtes et lancent leurs filets, la destruction du milieu est quasi instantanée.

Nicolas Mouquet, écologue et chercheur au CNRS.

CLIMAT : LA SOLUTION PASSE AUSSI PAR L'ASSIETTE

Nos choix alimentaires ont des conséquences directes sur le climat et aggravent l'effet de serre et la déforestation.

En 2013, la FAO a établi que **l'élevage était responsable de 14,5 % des émissions de GES au niveau mondial, contre 14 % pour le secteur des transports**. En raison des différences de méthodologie employée, certains organismes avancent des pourcentages différents (nettement plus élevés ou légèrement plus bas), mais, dans tous les cas, tous s'accordent à dire que l'élevage contribue significativement au changement climatique.

En France, l'élevage serait responsable de 16 % des émissions de GES, ce qui représente les **¾ des émissions d'origine agricole**. L'élevage et le soja exporté comme aliment du bétail sont la première cause de

la déforestation au Brésil. Après une enquête de 3 ans publiée en juin 2009, Greenpeace affirme que l'élevage bovin est **responsable à 80 % de la destruction de la forêt amazonienne, dont 800 000 km² ont été détruits ces 40 dernières années**. Si les zones de pâturage constituent des puits de carbone, les forêts également, et de manière bien plus efficace ! La déforestation libère du gaz à effet de serre (GES) et participe activement au changement climatique.

%

70 % : c'est la réduction nécessaire des émissions mondiales de GES en 2050 par rapport à leur niveau de 2010 pour maintenir la hausse moyenne des températures en dessous de 2 °C.

POURQUOI LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EST-IL SI INQUIÉTANT ?

Selon les experts, si les émissions de GES continuent à leur rythme actuel, par rapport à la période 1986-2005, l'augmentation des températures moyennes à la surface de la planète pourrait atteindre **4,8° C à l'horizon 2100**. Le niveau des océans s'élèverait de quasiment un mètre et leur acidification, qui a déjà commencé, s'aggraverait. **En raison de l'élévation du niveau des océans, des îles disparaissent déjà et certains pays voient leurs côtes modifiées.**

D'autres conséquences, déjà observables, s'accroîtraient, notamment : fonte des glaciers, augmentation des sécheresses ou inondations, vents plus violents et plus fréquents, risques d'avalanches et de feux de forêts accrues. L'acidification des océans a des impacts négatifs

sur les cycles de reproduction et le développement de divers organismes et animaux marins et pourrait achever les récifs coralliens qui ont déjà commencé à se dégrader. Grâce au corail et au plancton, les océans, qui auraient déjà absorbé près d'un tiers des émissions « historiques » de carbone, constituent le premier absorbeur de gaz carbonique atmosphérique. Or, en raison de leur acidification, ce rôle de « puits de carbone » diminue, ce qui augmente encore l'effet de serre.

L'existence et l'épaisseur du pergélisol⁽¹⁾ sont très étroitement liées au changement climatique. **Une fonte minimale de 30 % du pergélisol est déjà inéluctable, mais elle pourrait aller jusqu'à 70 %**. Or, le pergélisol contient des milliards de tonnes de GES⁽²⁾, qui seront libérés par son dégel : ces émissions de GES augmenteraient le réchauffement climatique, qui lui-même accélérerait la fonte du permafrost.

La fonte de la glace du pergélisol risquerait en plus de libérer des bactéries mortelles comme l'anthrax, qui a tué en Sibérie un enfant de 12 ans et au moins 2 300 rennes en 2016.

(1) Le pergélisol (« permafrost » en anglais) est un sol gelé en permanence, dont une grande partie se situe dans l'hémisphère nord et notamment au Groenland, en Alaska, au nord de la Sibérie, ainsi que dans les zones de haute altitude.

(2) Au moins deux fois la quantité de carbone présente dans l'atmosphère et de gigantesques quantités de méthane.

!

Choisir de ne pas consommer de produits animaux une journée par semaine réduit davantage nos émissions de gaz à effet de serre qu'acheter local sept jours sur sept.



UNE QUESTION DE SANTÉ PUBLIQUE

Antibiorésistance, cancers, diabète, maladies cardio-vasculaires et hypercholestérolémie : produire et consommer des produits animaux a de nombreuses conséquences négatives sur la santé.

Le nombre énorme d'animaux élevés en confinement, dotés d'une variabilité génétique très pauvre et soumis à une croissance rapide, crée des conditions idéales pour l'émergence et la propagation de nouveaux pathogènes.

Les systèmes modernes d'élevage sont des incubateurs à virus, listeria monocytogènes, salmonelles, campylobacters, E. coli, et autres promoteurs de « gripes » en tout genre. Comme l'indique un rapport (FAO, 2007) : « il n'est pas surprenant que les 3/4 des nouveaux pathogènes ayant affecté les humains dans les dix dernières années proviennent des animaux ou des produits animaux ».

En raison de l'entassement des animaux, les élevages (y compris piscicoles) sont propices aux maladies infectieuses et les éleveurs sont amenés à utiliser beaucoup d'antibiotiques pour soigner leurs animaux. À cela s'ajoute que les antibiotiques à faible dose stimulent la croissance des animaux. Bien qu'ils soient interdits comme promoteurs de croissance en Europe depuis 2006, ils sont encore utilisés à cette fin dans de nombreux pays. Cette utilisation massive des antibiotiques favorise le développement de souches bactériennes résistantes aux antibiotiques (« antibiorésistance »). Ce phénomène est accentué par le fait que les éleveurs ont de plus en plus recours aux antibiotiques dits « de dernière ligne », ceux qu'on n'utilise que lorsque les antibiotiques classiques ne sont plus efficaces.

Un rapport du ministère de l'agriculture datant de septembre 2015 souligne que : «Les considérations

les plus pessimistes nous invitent à nous préparer à un monde sans antibiotiques à l'horizon 2030. Le directeur adjoint de l'OMS, Keiji Fuguda, estime ainsi que mourir des suites d'une infection banale ou d'une blessure mineure pourrait bientôt redevenir une réalité courante. Dans la même optique, une récente étude britannique estime qu'en 2050 le risque lié aux antibiorésistances pourrait conduire, au niveau mondial, à la perte annuelle de 10 millions de vies humaines. Comment ferons-nous en effet pour guérir une simple infection bactérienne quand plus aucun antibiotique ne sera efficace ? **En 2013, une étude a montré que 1 500 décès en Europe étaient déjà liés directement à la consommation de volailles infectées par des bactéries résistantes.**

D'autre part, la surconsommation de viande a pour effet d'augmenter la prévalence des affections suivantes : cancers (côlon, prostate), maladies cardio-vasculaires, hypercholestérolémie, obésité, hypertension, ostéoporose, diabète (type 2), altération des fonctions cognitives, calculs biliaires, polyarthrite rhumatoïde... **Un rapport de l'OMS d'octobre 2015 indique que les viandes transformées du type charcuteries sont à mettre dans la classe des substances cancérigènes (pouvant provoquer le cancer) et les viandes rouges comme probablement cancérigènes.** En France, plus de 200 000 personnes sont atteintes chaque année de maladies d'origine alimentaire et, dans l'immense majorité des cas, du fait d'une consommation excessive de produits animaux.



LES AIDES PUBLIQUES

L'octroi massif des aides publiques encourage les productions animales, alors qu'il faudrait au contraire favoriser leur diminution.

C'est dans les pays riches que la consommation de produits animaux est la plus forte. Cet état de fait ne répond à aucune nécessité nutritionnelle. Les « productions animales » y sont pourtant soutenues par des aides publiques conséquentes. Par exemple, **en 2013, les pays de l'OCDE ont accordé à ce secteur 53 milliards de dollars de subventions.** En Chine, en 2012, la seule filière porcine a reçu 22 milliards de dollars de subventions. C'est dans l'Union européenne, au Japon et aux États-Unis, que la pêche bénéficie du soutien financier le plus fort. **En France, en 2008, les subventions et aides diverses ont représenté 73 % de la valeur des débarquements et ventes de poissons.** L'argent public sert ainsi à entretenir la surcapacité structurelle de la flotte de pêche, dont la surpêche est la conséquence. D'après le Rapport sur les aides de l'État à la pêche de la Cour des comptes,

les subventions représentent la moitié du revenu des pêcheurs.

L'élevage est lui aussi largement subventionné dans les mêmes régions du monde. En 2009, les interventions et aides directes de l'Union européenne à la filière animale française se sont élevées à plus de trois milliards d'euros. En juillet 2016, une aide d'urgence de 500 millions d'euros a été octroyée aux producteurs laitiers européens.

S'y ajoutent les aides nationales : 600 millions d'euros d'aide annoncés pour l'élevage français en juillet 2015, 130 millions pour la filière foie gras en janvier 2016, etc. Les collectivités locales participent également de ce soutien : en 2016, la Bretagne a ainsi annoncé 30 millions d'euros d'aide pour la filière porcine en mars, puis 30 millions pour la filière bovine en mai.

Globalement, **les aides représentent la moitié du revenu des éleveurs français. À titre de comparaison, les subventions ne représentent que 5 % du revenu des maraîchers.**

À cela s'ajoutent les promotions (aides européennes à la publicité pour les produits agricoles), les subventions européennes à la production de fourrage, la sous-tarification de l'eau à usage agricole et du gazole non routier (GNR).

L'argent public est aussi mis à contribution pour tenter de limiter les dégradations de l'environnement imputables aux élevages (pollution des eaux, algues vertes...), voire pour payer des pénalités suite à ces dégradations (non respect de règlements comme la « directive nitrates ») : ne serait-il pas plus cohérent que ces coûts soient à la charge des exploitations qui génèrent ces pollutions et se répercutent sur les prix des produits d'origine animale ?

Pour suivre ce que font les personnalités politiques au sujet des animaux, inscrivez-vous à la lettre d'information et suivez Politique & animaux sur Facebook :

politique-animaux.fr
[facebook.com/politique.animaux](https://www.facebook.com/politique.animaux)

La pêche bénéficie d'un soutien financier important, surtout dans l'Union européenne, au Japon et aux États-Unis.



Part des subventions dans le revenu des pêcheurs = 73 %

Restauration collective

Un décret et un arrêté du 30 septembre 2011 réglementent la restauration scolaire. La portée de ces textes a été étendue à la restauration universitaire et à celle des établissements pénitentiaires par décret du 30 janvier 2012. Ils imposent la présence de produits animaux à chaque repas servi.

Sous couvert de santé publique, ces textes :

- constituent une intoxication nutritionnelle,
- interdisent aux personnes qui refusent occasionnellement ou quotidiennement de manger de la viande, du poisson et/ou tout produit d'origine animale de bénéficier de repas alternatifs,
- pérennisent un modèle alimentaire basé sur l'hyperconsommation de produits d'origine animale.

Il serait pourtant essentiel de proposer un choix quotidien d'un menu au minimum végétarien, au mieux vegan, dans toute la restauration collective publique.